



Solidaires
Finances
Publiques

la cgt
Finances
Publiques

FO
la force syndicale

DGFIP

Cfdt:

FINANCES
PUBLIQUES

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS L'ACTION LE JEUDI 15 MAI 2014 Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques

A la DGFIP, le 15 mai, Poursuivons l'action !

Les organisations syndicales de la DGFIP Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques ont engagé ensemble et de longue date un mouvement unitaire (grève de novembre 2012, manifeste intersyndical et États Généraux en 2013, communiqués de presse et interpellation des élus locaux début 2014...) .condamnant la baisse des moyens de la DGFIP et revendiquant une meilleure reconnaissance des agents en termes de pouvoir d'achat, de missions et de conditions de travail.

A leur appel, les agents des finances publiques se sont fortement mobilisés le 20 mars dernier pour rappeler leur opposition à la politique menée à la DGFIP dans le cadre de la démarche stratégique, malgré les manipulations de la Direction Générale. A l'heure où le gouvernement a d'ores et déjà annoncé économiser 50 milliards d'euros, dont 19 milliards dans la Fonction Publique d'État, la DGFIP ne doit pas maintenant supporter les effets néfastes du pacte de responsabilité ! Le discours du Premier Ministre du 16 avril confirmant le gel de la valeur du point d'indice jusqu'en 2017 comme des pensions et annonçant la poursuite des suppressions d'emplois dans les ministères dits « non prioritaires » sont autant de marques d'un profond mépris pour tous les fonctionnaires !

Seule une forte mobilisation pourra freiner cette politique de recul social. Les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques affirment qu'il est important de poursuivre ensemble la mobilisation.

Les agents des Finances Publiques doivent, par la grève et les actions le 15 mai prochain, clairement marquer leur détermination à arrêter les suppressions d'emplois et la réduction de leurs moyens de fonctionnement quotidiens. Ils revendiqueront également une forte augmentation de leur rémunération afin d'améliorer leur pouvoir d'achat et combattront la politique de régression orchestrée en matière de promotion..

Dans ces conditions, les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques, s'inscrivent dans la journée Fonction Publique du 15 mai en pleine campagne IR et à l'occasion de l'échéance d'un acompte provisionnel, pour en faire une journée de grève, d'actions et de mobilisations à la DGFIP.

Pour la défense du service public et de leurs missions, la reconnaissance de leur engagement professionnel, l'augmentation de leur pouvoir d'achat et l'amélioration de leurs conditions de travail !

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS L'ACTION LE JEUDI 15 MAI 2014

15 mai 2014 Les organisations CFDT – CFTC – CGT – FA-FP – FSU – Solidaires – UNSA se mobilisent avec les agents pour dire STOP à la baisse du pouvoir d'achat Ensemble, nous exigeons : Des rémunérations revalorisées. Des emplois publics de qualité correspondant aux besoins.

Les fonctionnaires sont des boucs émissaires”

Interview de Jean Marc CANON (Secrétaire Général CGT UGFF)

par ACTEURS PUBLICS

La clause de revoyure associée au gel jusqu'en 2017 du point d'indice des fonctionnaires est “de la poudre aux yeux”, dénonce Jean-Marc Canon, responsable de la CGT Fonction publique. Il dénonce “la plus importante baisse de pouvoir d'achat de la fonction publique depuis la Libération”.

Le gel du point d'indice des fonctionnaires est programmé jusqu'en 2017. Le Premier ministre, Manuel Valls, a toutefois promis, le 24 avril, une “clause de revoyure” en fonction de l'évolution de la croissance. Cela vous satisfait-il ?

Pas le moins du monde ! Cette clause de revoyure est de la poudre aux yeux qui ne rend pas la potion moins amère ni le plan gouvernemental plus acceptable. Cette clause n'est pas précisée dans le temps et dépend d'un certain nombre de paramètres tels que le retour de la croissance. On ne sait d'ailleurs pas quel serait le niveau de croissance qui permettrait que l'on puisse, éventuellement, se pencher sur une évolution de la valeur du point. Tout cela n'est pas sérieux. J'ajoute que c'est le serpent qui se mord la queue, puisque le maintien du gel est tout à la fois une injustice sociale et une hérésie économique. En bloquant la valeur du point, on ampute en effet le pouvoir d'achat des agents alors que la consommation des ménages est le principal vecteur de la croissance. La CGT considère que l'on ne crée pas les conditions d'un retour de la croissance.

La méthode vous surprend-elle, alors que la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, avait promis en début d'année que le point d'indice ne serait pas gelé jusqu'en 2017 ?

Nous déplorons cette méthode. Nous étions restés sur les déclarations de la ministre, qui promettait de ne pas geler le point jusqu'en 2017. Il était également évoqué des clauses salariales susceptibles d'être instaurées dès cette année dans le cadre de la négociation sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations des agents publics [qui doit débiter le 19 mai, ndlr]. Aujourd'hui, nous constatons que sans avoir été prévenus le moins du monde et alors même que l'on nous rebat les oreilles avec l'indispensable dialogue social, le gouvernement annonce un gel de la valeur du point rejeté par tous les syndicats représentatifs de la fonction publique. En matière de dialogue social, cette méthode est à rebours et a contrario de ce qu'il faudrait faire.

Le secteur public ne doit-il pas s'associer aux efforts de lutte contre les déficits publics ?

Les agents subissent aujourd'hui la plus importante baisse de pouvoir d'achat de la fonction publique depuis la Libération ! En moyenne, un agent a perdu 6 % de pouvoir d'achat depuis le gel de la valeur du point d'indice en juillet 2010. L'urgence sociale, c'est enfin de revenir sur ce gel du point inacceptable socialement et inapte économiquement.

La CGT envisage-t-elle de claquer la porte du dialogue social ?

Le gouvernement aura affaire à une journée de mobilisation à l'appel de tous les syndicats le 15 mai. J'attends d'ailleurs que le gouvernement négocie, car je rappelle qu'un préavis de grève a été institué dans la fonction publique dans le cadre duquel il est fait obligation d'ouvrir une négociation. C'est ce que prévoit la loi. C'est la première échéance. Nous verrons, après le 15 mai, si le gouvernement reste sur ses positions pour l'heure inflexibles en matière d'emploi public et d'évolution du point. Il est certain que se posera forcément la question de l'utilité du dialogue social, si c'est pour n'avoir rien à négocier.

Peut-on aujourd'hui parler de divorce entre les fonctionnaires et le gouvernement socialiste ? Redoutez-vous une montée du vote extrême dans la fonction publique ?

La CGT combat l'extrême droite et continuera à le faire. Concernant un possible divorce, je peux affirmer que la grande majorité, pour ne pas dire la totalité des agents de la fonction publique, est en désaccord et ne comprend pas la politique qui est menée par le gouvernement sur un certain nombre d'enjeux de la fonction publique. Ils sont les boucs émissaires d'une crise pour laquelle ils ne sont en rien responsables. Ils en ont plus qu'assez. Il est évident que le discours du Premier ministre et du gouvernement ne sont ni reçus ni acceptés par l'immense majorité des agents.

Pour un syndicalisme de conquêtes sociales

Bulletin d'adhésion

NOM : Prénom :

Date de naissance : .. / .. /

Catégorie : Grade : Echelon :

Adresse administrative : Mel :

